

13/5/21  
Journal  
DIRECTION POLITIQUE  
ET COMMERCIALE

2 655 5 2d

**SOUVENIRS DE RUSSIE ROUGE**  
**COMMENT JE FUS EXPULSÉ**  
**du lycée français de Tiflis**

Par M. V. COUTANT

Un des plus fervents agents de l'expansion française à l'étranger, M. Coutant, résidait en Russie depuis de longues années, et coopérait, avec M. Patouillet, à l'Institut français de Petrograd, à l'enseignement de notre langue. A Tiflis, depuis 1919, M. Coutant dirigeait le lycée français, où plus de 800 élèves, tant Russes que Géorgiens, venaient apprendre notre langue, nos sciences, nos arts.

Le 30 mars dernier, sans qu'une explication lui ait été fournie, un « tchékiste » signifiait à M. Coutant qu'il était expulsé de Géorgie. Et, laissant derrière lui tout le résultat de plus de quatre années d'efforts, M. Coutant est rentré en France.

Voici les souvenirs tout récents de M. Coutant. On y trouvera surtout une documentation exceptionnelle sur le régime des soviets en Transcaucasie.

Le 23 mars dernier, la Tcheka du Transcaucasie (il y a maintenant trois Tchekas à Tiflis) me signifiait d'avoir à quitter le pays sous huit jours... Pas d'interrogatoire, pas d'explication; l'ordre brutal me fut lancé, dans l'immonde couloir de la Tcheka, par un dictateur de 15 ans.

L'intérêt des 700 élèves du lycée français, des 175 étudiants des cours pédagogiques, sans compter celui des 33 personnes qui enseignent à notre établissement, la Zaktchéka refusait de s'en soucier. Les manifestations provoquées en ville par cet ordre d'expulsion, les démarches multipliées par le corps enseignant, par les étudiants et par les parents des enfants du lycée restèrent sans résultat. Le président du « Zaksik » (comité exécutif du Transcaucasie), M. Ambardzonmian, rejeta sans explication la pétition votée à l'unanimité par 400 parents et par les étudiants, et que lui présentait une délégation présidée par des communistes. M. Ambardzonmian faisait hommage à l'autocratie de l'infailible Zaktchéka.

La signification de cette mesure, quelques mots sur le lycée français et les cours pédagogiques la feront mieux saisir.

Notre établissement scolaire, fondé il y a trois ans, est de beaucoup le plus impor-

tant de la ville de Tiflis et de tout le Transcaucasie. Il ne coûte rien au gouvernement local, les frais sont à la charge d'un comité français qui l'a entièrement meublé et installé; les élèves paient des droits de scolarité minimes, 200 sont entièrement boursiers et jouissent gratuitement de leurs manuels; un grand nombre ont reçu, en vivres et en habits, des secours importants. Les élèves sont admis sans distinction aucune de nationalité, de classe ou de religion. Des communistes, et des plus influents, sont fiers de nous envoyer leurs enfants.

Le prestige du lycée français s'explique aisément. Dans la plupart des autres écoles, le travail est presque nul, — une récente circulaire du commissaire à l'instruction publique le constate une fois de plus, — la discipline est déplorable, l'éducation inexistante. Les professeurs reçoivent un traitement dérisoire... quand ils sont payés ! Faute d'argent, 45 écoles, rouvertes ou créées à grand fracas par le gouvernement soviétique, ont été fermées cette année à Tiflis. Enfin, les femmes condamnées à travailler tout le jour pour ne pas mourir de faim, ne peuvent surveiller leurs enfants; ceux-ci sont privés à la maison du confort le plus indispensable, — la famille n'a, le plus souvent, qu'une chambre où s'entassent parfois cinq ou six personnes, — enfants et mamans sont donc trop heureux de cette « oasis » qu'est le lycée français.

Les services rendus à la population de Tiflis sont donc indiscutables. Je m'empresse d'ajouter que les communistes les ont reconnus longtemps et que depuis deux ans le gouvernement géorgien m'a témoigné la courtoisie la plus bienveillante. Lorsque les bolcheviki entrèrent à Tiflis, je crus de mon devoir de rester à mon poste et de ne pas abandonner mes élèves. Le nouveau gouvernement, non seulement autorisa le lycée français, mais il me pria de continuer mon œuvre, m'assurant de son appui et de sa « reconnaissance ». C'était une période de désarroi complet; les écoles fermaient; les soviets ne pouvaient rétribuer les professeurs; enfin, le fait même de l'existence d'un lycée français était pour les commissaires une preuve vivante du libéralisme du nouveau régime : les délégués bolchevistes à La Haye ripostaient à ceux qui doutaient de la sécurité de la Russie pour les étrangers: « Mais il y a un lycée français à Tiflis! »

Dès que la décision prise contre notre établissement fut connue, les parents des élèves se réunirent au lycée français. Un communiste prit la parole et déclara: « L'un des buts premiers de notre régime c'est de développer l'instruction; le gouvernement soviétique est loin d'y pouvoir suffire par ses propres moyens; le lycée français s'est chargé de nos enfants au moment le plus difficile; encore aujourd'hui, c'est la première école de la ville, aimée de nos enfants et de nous-mêmes, au point que le départ du directeur est un réel déchirement; le commissariat de l'instruction publique n'a jamais eu un reproche à faire à la direction; 200 élèves, enfants d'ouvriers ou orphelins, ont l'avantage de pouvoir apprendre gratuitement le français; donc le gouvernement ne peut permettre l'expulsion du créateur de l'école; il lui doit sa reconnaissance. »

Grands mots naïfs pour la Zaktchéka : n'est-il pas préférable de « nationaliser » les centaines de mille francs que représentent l'installation, le matériel scolaire, le cabinet de physique ? Le tout a été payé par la France, par « les capitalistes français qui cherchent à développer l'influence bourgeoise en Géorgie, au Transcaucasie et même plus loin » et qui « instruisant gratuitement des enfants pauvres, se réservent, comme toujours, de leur extorquer plus tard 100 0/0 d'intérêt ! » (Journal *Rabotchaïa Pravda* du 28 mars.)

Les raisons de mon expulsion et de la nationalisation du lycée français ? Elles tiennent à la nouvelle politique de Moscou qui fait peser sur le Transcaucasie — province conquise — une terreur inouïe ; elles tiennent aussi au prestige moral de la France en ce pays, prestige que l'impérialisme bolcheviste veut anéantir.

V. Coutant.

Coupage de presse, interview de M. V. Coutant, « Souvenirs de Russie. Comment je fus expulsé du lycée français de Tiflis », Paris, 13 mai 1921